

Joue et tente de gagner ta voiture! *8555# ou envoi Togocom par sms au 8555

O TENTÉE?

Togocom

N° 828 du 04 Juillet 2023

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Forum Infra for Africa et AG d'Africa 50 :



« Sans route, sans pont, sans port, sans aéroport, sans hôpital, sans centrale électrique..., il n'y a évidemment pas de développement possible » Faure Gnassingbé P.3



PROGRAMME DES TIRAGES
Clôture des ventes 5 minutes avant chaque tirage

LUNDI MANT GOLD
MARDI LASH SP
MERCREDI DOM
JEUDI MBENZ
VENDREDI TIGE

Togo :
La LONATO innove désormais avec 12 tirages par semaine et une mise à partir de 100 F CFA P.5

OTR OFFICE TOGOLAIS DES RECHERCHES

LA SECURISATION DES BIENS FONCIERS

OUI CAMPAGNE DE COLLECTE D'INFORMATIONS FONCIÈRES

COMMUNES Agoo-Nyive 1 & 2

22 Mai 20 21 Août 23

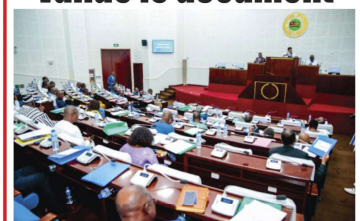
NOUS PARTENAIRES

AFD

Lutte contre l'Insécurité : Yark Damehane au cœur de l'action

 P.6


Plan budgétaire 2024-2026 : L'Assemblée nationale valide le document

 P.4


Sénégal/Présidentielle 2024: Macky Sall renonce finalement à se présenter

 P.7


SNB Décapsule et Gagne plus de 100.000 lots

DU 15 JUIN AU 15 SEPTEMBRE 2023

AVEC DJAMA, ON EST ENSEMBLE

ZEINER SODIGAZ SODIGAZ SODIGAZ



DU 15 JUIN AU 15 SEPTEMBRE 2023



Décapsule et Gagne

plus de 100.000 lots



Règlement du jeu déposé chez l'huissier
M. TIMOTÉ ASSONAM, Huissier de Justice

Forum Infra for Africa et AG d'Africa 50 :

« Sans route, sans pont, sans port, sans aéroport, sans hôpital, sans centrale électrique..., il n'y a évidemment pas de développement possible » Faure Gnassingbé

La promotion des investissements dans les infrastructures sur le continent est une équation importante à résoudre pour le développement de l'Afrique. Cette problématique est au cœur des travaux du Forum Infra for Africa et l'Assemblée Générale de Africa 50 qui se tiennent dans la capitale togolaise les 3 et 4 Juillet 2023.

C'est le Chef de l'État Faure Gnassingbé a procédé personnellement à l'ouverture des travaux en présence de madame le premier Ministre, de la Présidente de l'Assemblée nationale, du Président de la BAD, Président du Conseil d'Administration de Africa 50 le Professeur Adesina, plusieurs hauts responsables de Africa 50 et des experts dans le domaine des investissements venus des quatre coins du monde.

La question du développe-

ment des infrastructures demeure une priorité pour le gouvernement, a indiqué le président Faure Gnassingbé à l'ouverture du Forum Infra for Africa, organisé en marge de l'assemblée générale d'Africa50.

« Au Togo, la question des infrastructures est au cœur de la feuille de route du gouvernement. Sans route, sans pont, sans port, sans aéroport, sans hôpital, sans centrale électrique, sans réseau de communication, sans approvisionnement en

eau, il n'y a évidemment pas de développement possible' a-t-il poursuivi. Reste le problème du financement. L'argent ne tombe pas du ciel.

« Cette question elle n'est pas nouvelle. Chacun d'entre nous dans la responsabilité qui est la sienne cherche depuis des décennies à naviguer entre le besoin des constructions et l'entretien des infrastructures, la gestion des ressources budgétaires et la recherche des financements privés' a martelé M.



Photo de famille

Gnassingbé.

Les capacités de financement public demeurent limitées et handicapées par la crise post-Covid et la guerre en Ukraine.

Les pays ont donc besoin de faire appel aux investissements privés, a rappelé le chef de l'Etat togolais. C'est tout l'intérêt de l'initiative

Africa50

L'organisation s'efforce d'attirer des financements, de structurer des projets viables et de promouvoir le développement durable en Afrique grâce à des partenariats stratégiques et à la collaboration avec les gouvernements, les entreprises et d'autres parties prenantes.

Discours de Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise à l'occasion de l'ouverture du forum infra for Africa et de l'Assemblée Générale Annuelle d'Africa50

Lomé, lundi 3 juillet 2022

Je voudrais avant toute chose vous souhaiter «très chaleureusement et fraternellement- la bienvenue à Lomé, et vous dire combien nous sommes heureux que vous ayez choisi notre capitale pour accueillir l'Assemblée Générale Annuelle d'Africa50 et le Forum Infra For Africa.

Le Togo s'honore de son statut de terre de rencontres, d'échanges et d'opportunités, car c'est dans ces brassages que s'expriment notre aptitude à grandir ensemble et notre capacité à nous enrichir mutuellement.

Je vous invite donc à vous sentir chez vous et à tirer profit de ce séjour pour découvrir ou retrouver -après le travailles charmes de Lomé et de ses environs.

La cérémonie qui nous rassemble ce matin m'offre l'heureuse occasion de célébrer la vision d'une Afrique unie et prospère, qui progresse par le travail de ses enfants.

Cette vision, vous la traduisez chaque jour en engagements et en actions, cher Akinwumi Adesina.

Je ne pouvais avoir meilleure tribune que celle de cette rencontre de Lomé pour reconnaître encore une fois et pour



saluer à sa juste mesure votre mérite remarquable dans la construction de cette Afrique laborieuse, productive et épanouie à laquelle nous aspirons.

Notre gratitude en tant qu'africains s'adresse également à vous, Monsieur le Directeur général d'Africa50.

À travers votre plateforme qui se distingue par l'efficacité et l'impact de ses interventions, vous administrez la preuve que notre continent est capable de générer des solutions endogènes, innovantes et pertinentes pour répondre aux défis de la croissance et du développement.

Africa50 s'est donnée comme mission fondatrice de combler le déficit de financement des infrastructures en Afrique.

Je dirais que le thème du Forum Infra for Africa s'inscrit

donc parfaitement dans l'ADN de notre organisation. Au cours de ces deux prochains jours, nous aurons à cœur de rechercher des solutions viables et innovantes pour progresser sur la voie d'une « Afrique unie aux commandes de sa destinée ». Mais il faudra aussi rester attentifs à la nécessité de nouer des alliances internationales pour garantir la prospérité du continent au bénéfice de nos concitoyens.

1/ Comment se pose le problème ?

1.1/ Il y a d'abord un immense besoin d'infrastructures qui sont partout – sur notre continent comme ailleurs – la condition même du développement.

Sans routes, sans ponts, sans ports, sans aéroports, sans hôpitaux, sans écoles, sans centrales électriques, sans réseaux

d'électricité, sans réseaux de communication, sans approvisionnement en eau il n'y a évidemment pas de développement possible.

En Afrique plus qu'ailleurs les besoins d'infrastructures sont considérables. Et les chiffres – même très approximatifs - sont impressionnants. Ainsi, il faudrait investir annuellement de plus de 100 milliards de dollars.

Au Togo, la question des infrastructures est au cœur de la Feuille de Route du Gouvernement. Mon pays a bien des atouts. Il possède, vous le savez, le port naturel le plus profond de la sous-région.

Pays longiligne, le Togo a vocation à être un hub logistique visant la desserte de l'hinterland et de ses pays voisins.

Mais pour profiter de ces

atouts, il faut des investissements massifs.

1.2/ Se pose alors la question de savoir comment financer ces investissements.

Cette question n'est pas nouvelle. Chacun d'entre nous, dans la responsabilité qu'est la sienne, cherche depuis des décennies à naviguer entre le besoin de construction et d'entretien des infrastructures, la gestion des ressources budgétaires et la recherche de financements privés.

De surcroît, depuis quelques années, une nouvelle contrainte s'est invitée dans cette équation déjà complexe.

C'est qu'il nous faut aujourd'hui intégrer dans nos plans d'infrastructures un nouvel impératif. Les infrastructures doivent répondre au défi climatique, elles doivent devenir des « infrastructures vertes » ce qui, évidemment, en augmente le coût.

Je salue donc votre initiative de l'Alliance des infrastructures vertes.

Aujourd'hui, la Banque Mondiale estime qu'en Afrique subsaharienne, le secteur public représente encore plus de 90% des investissements d'infrastructures. Cela signifie-t-il que les États vont être amenés conti-

Suite à la page 7

Touadéra À Lomé :

Les questions bilatérales et continentales au cœur d'une Visite

Le Président togolais, Faure Gnassingbé, a reçu ce mardi 27 juin 2023 à Lomé, le Chef d'État de la République Centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra. Il s'agit d'une visite d'amitié et de travail, à l'invitation de son homologue togolais.

Ce voyage qui s'inscrit dans la promotion d'une coopération sud-sud, cadre d'échanges et de partages entre pays frères, est une occasion pour les deux pays, "d'échanger sur des questions d'intérêt mutuel,

aux plans bilatéral, communautaire et continental" selon une note officielle de la présidence du Togo.

Rappelons que Lomé et Bangui entretiennent en effet d'excellentes relations diplomatiques, notamment

marquées par un accord d'exemption de visas pour les citoyens des deux pays.

En avril dernier, le chef de l'État avait reçu à Lomé la cheffe de la diplomatie centrafricaine, porteuse d'un message de félicita-



Le Président Faure Gnassingbé (g) accueillant son homologue centrafricain (dt)

tions et d'amitié du Président Touadéra à l'occasion de la fête de l'indé-

L'eveil.tg

Plan budgétaire 2024-2026 :

L'Assemblée nationale valide le document

Pour une gestion efficace des finances, les députés togolais ont validé vendredi 30 juin dernier, le document de programmation budgétaire et économique pour les trois prochaines années.

Cette action de l'hémicycle revêt une importance capitale dans la mesure où, le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP), présente les priorités stratégiques, évalue les risques budgétaires et l'analyse des finances publiques. L'exercice s'est déroulé en présence des ministres Sani Yaya et Christian Trimua, respectivement chargés de l'économie et des relations avec les Institutions de la République. Des travaux, l'on retient que le document a été conçu dans un contexte particulier : Celui d'une crise sécuritaire.

Il repose sur trois axes, notamment l'évolution de l'activité économique, la situation des finances publiques, les priorités et les choix stratégiques en matière budgétaire, la situation financière des organismes publics et l'analyse des risques budgétaires.

Les prévisions du gouvernement indiquent que les recettes budgétaires augmenteraient de 12,9% par rapport à 2022, passant de 1.187,2 milliards en 2023 à 1.223,9 milliards en 2024, 1.298 milliards en 2025 et 1.429,3 milliards en 2026, représentant en moyenne 19,8% du PIB sur cette période.

Pour ce qui en est des

dépenses, elles atteindraient 1.497,1 milliards en 2024, 1.496,6 milliards en 2025 et 1.639 milliards en 2026, représentant en moyenne 23,3% du PIB sur la période. Les charges de trésorerie, comprenant les amortissements de la dette intérieure et extérieure, représenteraient en moyenne 7,5% du PIB sur la période.

"Nos discussions ont permis de nous accorder sur la crédibilité des hypothèses retenues malgré les incertitudes qui caractérisent le contexte économique mondial. En saluant cette discipline budgétaire, l'Assemblée nationale encourage le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour que les retombées en termes de croissance et de création d'em-



Une vue des députés à l'Assemblée nationale

ploi soient plus tangibles", C'est en ces termes que Yawa Tsegan, présidente de l'Assemblée nationale, s'est exprimé sur la validation du document de programmation budgétaire et économique pour les trois prochaines années.

M F

West Africa seed program :

L'Allemagne renouvelle son assistance au Togo

Dans le cadre du projet de sécurité en Afrique de l'Ouest (WASP, West Africa Seed Program), piloté par l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et l'Autorité centrale des Douanes allemandes, l'Office togolais des recettes bénéficie d'une expertise allemande depuis deux ans.

Il s'agit d'un projet qui vise la sécurité de toutes les procédures douanières et celle du commerce pour renforcer le contrôle effectif des échanges dans la sous-région et contribuer à la paix. C'est ce qu'a relevé lundi dernier, Camilla Gendolla, cheffe de coopération et première conseillère à

l'ambassade d'Allemagne.

Cette initiative du gouvernement allemand a pour but la facilitation de la réforme du secteur de la sécurité dans les pays partenaires.

Le WASP est un programme pluriannuel qui est dans sa deuxième phase. Financé par le ministère allemand des affaires étrangères, ce Projet pluriannuel en plusieurs phases est unique car il s'agit de la première coopération officielle entre les douanes allemandes et l'OMD dans le domaine de la sécurité frontalière. Il s'inscrit dans une initiative plus large du gouvernement allemand, qui vise à faciliter la réforme du secteur de la sécurité dans les pays partenaires, notamment la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo.

M F



Togo: La LONATO innove désormais avec 12 tirages par semaine et une mise à partir de 100 F CFA

Dans le souci d'amélioration de ses services et d'optimisation de ses offres, la Loterie Nationale Togolaise (LONATO) ne ménage aucun effort pour satisfaire sa clientèle. C'est dans ce sens que les responsables de la société étaient face à la presse le jeudi 29 juin 2023 pour présenter le nouvel environnement des jeux Loto.



Georges Essowé Barcola, DG de la LONATO

En effet, à compter du 1er juillet prochain les parieurs auront désormais 12 tirages par semaine contre 4 précédemment, à raison de 2 tirages par jour qui se feront à 13h et 18h du lundi à samedi.

Les tirages se feront selon un nouveau programme qui se présente comme suit : Lundi (Loto Diamant 13h et Loto Gold 18h), mardi (Loto Cash 13h et Loto Boom 18h), mercredi (Loto Benz 13h et

Loto Prestige 18h), jeudi (Loto Million 13h et Loto Super 18h), vendredi (Loto Kadoo 13h et Loto King 18h) et samedi (Loto Sam 13h et Loto Bingo 18h).

La mise minimale de ces jeux passe désormais de 300 FCFA à 100 FCFA par ticket. De même, il y a une possibilité de parier sur 10 grilles par ticket.

« Le nouvel environnement des jeux induit de grandes innovations. On note le chan-

gement des serveurs de production, les changements des Terminaux (machines) de jeux: les TPM 3000 (anciennes machines) seront remplacées par les terminaux TS10 plus rapides et plus faciles à utiliser pour les opérateurs, l'augmentation des points de vente sur tout le territoire et les tirages qui se feront 5 min après la clôture des ventes au lieu de 3 à 4 heures après la fin des prises des enjeux », a déclaré Georges Essowé Barcola, directeur général de la LONATO.

La LONATO propose également à ses clients en dehors des Nap, Perm et Bankers un nouveau type de pari à savoir Turbo qui permet de jusqu'à 10 fois plus qu'avec un Nap 2 (ou Two Sure) classique.

« Le Turbo se joue uniquement sur le Nap2. C'est-à-dire que le parieur choisit 2 numéros et en plus, il choisit de parier sur leurs positions au tirage : 2, 3 et 4 premiers numéros tirés. L'ordre des boules tirées n'a pas d'importance. On distingue le Turbo 2 qui donne la possibilité au client de parier que ses 2 numéros seront les 2 premiers tirés, le Turbo 3 qui lui permet de parier que ses 2 numéros feront partie des 3 premiers numéros tirés et le Turbo 4 qui consiste à ce qu'un client parie que ses 2

numéros feront partie des 4 premiers numéros tirés », a précisé M. Barcola.

En ce qui est des gains, les parieurs pourront se faire payer leurs gains inférieurs à 500 000 FCFA dans les tous les points de vente sur toute l'étendue du territoire togolais quel que soit le lieu de validation des tickets. Mais les gagnants de plus de 500 000 FCFA percevront leur dû dans une agence de la LONATO ou la direction générale.

Créée par le décret N°66-8 du 04 juillet 1966, la LONATO est une entreprise à 100% étatique et est affiliée à l'Association mondiale des jeux (WLA). Elle a une obligation de redevabilité vis-à-vis de l'Etat et de la population togolaise.

Gautier A.

Semassi :

Le président Anani Agoulou jette l'éponge

Porté à la tête du club le plus titré du Togo en Août 2022, Anani Agoulou a pris le taureau par les cornes en se définissant des objectifs afin de relever le niveau.

En dépit de la décrépitude avancée dans laquelle baignait l'équipe, un travail remarquable a été abattu et toutes les structures dignes d'un club de D1 mises sur pied. Une somme de plus de 80 millions a été injectée dans le fonctionnement de l'équipe à t- il laissé entendre. Nonobstant cette mobilisation de moyens financiers et humain, le Club finira 6ème après le championnat avec des moissons diverses. Des Matches gagnés, des nuls mais aussi des défaites.

Au moment où le Président abandonne son Club pour dit-il permettre que le processus de fusion avec Unisports aille à son terme, dans la mémoire collective Semassi n'a pas su combler les attentes. Outre la condamnation du club à payer 2 millions à un de ses joueurs, c'est l'entraîneur que le club doit dédommager à hauteur de plus de 70 millions pour rupture abusive du contrat.

À cela il faut ajouter l'arrestation il y a quelques semaines en arrière de trois joueurs qui réclamaient leurs salaires au trésorier adjoint du club.

Après cette sortie du premier responsable de Semassi, des zones d'ombres subsistent et des questionnements se font jour. A la question de savoir pourquoi la conférence de presse a été animée par le président seul alors que logiquement il dirige une



équipe et à ce titre le bilan devrait être porté par tout le bureau, Monsieur Agoulou a fait savoir qu'il s'agit d'un retrait et que cela n'engage pas les autres membres du bureau. Pourquoi la conférence de presse s'est tenue à Lomé alors que le club et ses instances sont à Sokodé, le désormais ex Président a clairement expliqué que la majorité des membres du bureau sont à Lomé et qu'en vrai c'est après avoir pris la direction de Semassi qu'il a noué un contact permanent avec la ville de ses oncles maternelles.

Amoureux du ballon rond depuis des lustres, Anani Agoulou est celui qui a fait vibrer la localité de Lavié dans le Kloto avec la montée en puissance du club Kotoko de 2005 à 2013.

Aujourd'hui il a décidé de se mettre derrière le rideau pour revenir éventuellement au cas où le processus de fusion est parachevé et que les cadres de la ville de Tchoudjo, supporters et joueurs lui font appel.

L'éveil.tg

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



ELECTIONS REGIONALES 2023

Pour une parfaite organisation et une réussite totale des élections Régionales 2023 au Togo.

Mobilisons nous



Lutte contre l'Insécurité :

Yark Damehane au cœur de l'action

Sous l'ombre grandissante de certains faits d'insécurité, le ministre de la sécurité et de la protection civile, Général Damehane Yark s'apprête à davantage s'investir pour la protection des citoyens Togolais. Mais la question se pense avec les fonctionnaires de police avec la nécessité de mettre en place des solutions d'urgence.

L'insécurité dans la partie septentrionale du Togo n'est pas l'unique menace qui plane sur les citoyens togolais. Des individus malveillants tentent par divers moyens tels que les cambriolages, la cybercriminalité et les agressions sexuelles de fragiliser le pays. C'est dans ce contexte que le Général Damehane Yark a présidé une rencontre le 30 juin 2023, réunissant près de 300 fonctionnaires, afin

d'examiner sérieusement la question et de mener des réflexions en vue de mettre fin à ces faits d'insécurité.

Lors de cette réunion, le Général Damehane Yark a pu aborder avec les directeurs régionaux, les directeurs de secteurs, les chargés de commissariats, les commandants des postes de police, les commandants des Brigades de Recherche et d'Intervention (BRI) ainsi que d'autres services, les diffé-

rentes menaces qui pèsent sur la population. Les échanges qui ont eu lieu se sont révélés enrichissants.

« Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, la réunion a mis un accent sur le renseignement et la police de proximité. Ainsi, la Police togolaise doit davantage se rapprocher de la population à travers un maillage plus serré du territoire », a-t-on appris à l'issue des échanges.



Général Damehane Yark, ministre de la Sécurité et de la protection civile

Cela a également été l'occasion de revoir les écarts de conduite et les fautes professionnelles de certains agents de la police togolaise, afin de mieux gérer certaines situations à l'avenir.

Au tour des hauts cadres de faire le point sur la situation sécuritaire. Ces derniers ont évoqué les difficultés et présentés leurs doléances au

commandement.

Au finish, le Ministre de la sécurité et de la protection civile a exprimé sa gratitude envers ceux qui risquent constamment leur vie pour assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens, saluant leur travail inlassable.

La Rédaction

Education :

295 établissements privés scolaires clandestins seront fermés à la prochaine rentrée

L'assainissement du secteur de l'éducation se poursuit. Le ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, Dodzi Kokoroko, a annoncé jeudi 29 juin au moyen d'une note circulaire, la fermeture à compter de la prochaine rentrée scolaire (2023-2024), de plusieurs établissements en situation d'irrégularité.

invités à orienter leurs enfants vers les établissements scolaires qui obéissent aux normes réglementaires, afin de leur garantir une formation de qualité", a exhorté Dodzi Kokoroko.



Le ministre Dodzi Kokoroko

En tout, ils sont 295, répartis sur tout le territoire national, considérés comme clandestins, n'offrant pas "un cadre sécurisé de formation et d'apprentissage", et "surtout, n'assurant pas la qualité de l'enseignement tel que recommandé par la feuille de route gouvernementale", tel que le relève

le ministère.

En effet, une mission de contrôle des établissements scolaires, laïcs et confessionnels, a été menée en amont dans tout le pays, et permet à ce jour aux autorités éducatives de disposer d'un répertoire fiable et actualisé.

"Les parents d'élèves sont

Sénégal: Macky Sall renonce finalement à se présenter à la présidentielle de 2024

Le chef d'Etat sénégalais a annoncé ce lundi 3 juillet qu'il ne briguera pas un troisième mandat, après des mois de tensions avec l'opposition autour d'une éventuelle candidature.

Fin de suspense au Sénégal : Macky Sall renonce à se présenter à l'élection présidentielle de 2024 et à briguer un troisième mandat controversé à la tête du pays. Le chef de l'Etat en a fait l'annonce lors d'un discours ce lundi 3 juillet au soir, en direct sur la télévision publique RTS. «Ma décision, longuement et murement réfléchie, est de ne pas être candidat. Et cela, même si la Constitution m'en donne le

droit», a-t-il déclaré.

Alors que son principal opposant, Ousmane Sonko, avait appelé à manifester quoi qu'il arrive dans les rues du pays, cette décision pourrait apaiser la situation, alors que le climat était extrêmement tendu ses dernières semaines.

Depuis des mois, le chef de l'Etat entretenait le flou sur sa candidature, laissant les Sénégalais spéculer dans l'attente de la parole prési-

dentielle. Flou d'autant plus paradoxal qu'il avait été élu, en 2012, après avoir dirigé un mouvement contre la candidature pour un troisième mandat de son prédécesseur, Abdoulaye Wade, au pouvoir de 2000 à 2012.

A cette occasion, il avait maintes fois répété qu'il ne ferait pas plus de deux mandats. Macky Sall a fait réviser la Constitution en 2016, avant d'être réélu en 2019. Elle stipule que «nul ne peut



exercer plus de deux mandats consécutifs». Ses opposants estimaient donc qu'il est sur le point de finir ses deux mandats légaux. Mais ses soutiens, qui n'ont cessé de le présenter comme leur candidat en 2024, arguaient

que la révision a remis les compteurs à zéro. Selon eux, le débat sur le plan juridique était tranché en sa faveur. C'était sans compter sur les considérations politiques.

Source : Libération

Discours de Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise à l'occasion de l'ouverture du forum infra for Africa et de l'Assemblée Générale Annuelle d'Africa50

Suite de la page 3

nuellement à financer 95% des investissements à venir ?

Je ne pense pas !

2/ Ceci me conduit aux cinq remarques que je voudrais faire devant vous.

2.1/ La première remarque est que la dépense publique ne sera pas suffisante pour atteindre nos objectifs de développement des infrastructures.

Chacun le sait, la situation actuelle comme les perspectives à moyen terme n'offrent aucun espoir d'amélioration significatif des capacités de financements publics. Le ralentissement économique mondial lié initialement à la crise pandémique du Covid-19 et renforcé depuis un an et demi par le conflit en Ukraine pèse lourdement sur les capacités budgétaires de nos gouvernements.

2.2/ Dans ces conditions, ma deuxième remarque sera que l'implication du secteur privé dans le financement des infrastructures est incontournable.

Or qui dit financements privés, dit retour sur investissement.

Et qui dit retour sur investissement, dit construction d'un modèle économique viable.

C'est le premier thème de ce Forum : « Be bankable »

Nous le savons tous, beaucoup se joue sur l'appréciation portée par les investisseurs sur l'environnement politique, sécuritaire, fiscal, économique ou encore monétaire du pays dans lequel ils vont investir.

Mais il ne suffit pas de faire



des réformes «pro-business».

Un partenariat avec l'Etat, autour de nouvelles politiques industrielles, est crucial pour attirer les capitaux étrangers.

2.3/ Et c'est là ma troisième remarque : l'implication de l'Etat est nécessaire pour attirer des capitaux privés.

D'aucuns ont longtemps répété qu'il suffisait de ne pas entraver la libre circulation des capitaux pour qu'ils répondent à l'ensemble des besoins en investissement partout sur la planète.

Historiquement, cette approche n'a jamais tenu ses promesses.

De fait, l'ouverture des marchés de capitaux n'a pas eu pour conséquence une réelle accélération des investissements des pays riches vers les pays pauvres.

Parfois, c'est même l'inverse qui s'est produit : les capitaux ont même fait marche arrière, selon le FMI qui s'est penché sur ce paradoxe.

C'est ainsi que les grands programmes de privatisations des années 90 ont montré que la qualité des institutions ne doit pas être négligée. Sans un cadre réglementaire stable et cohérent, l'ouverture aux capi-

taux peut se faire au détriment du climat des affaires.

Le marché ne saurait donc, à lui seul, créer un environnement « pro-business ».

Il est donc de notre responsabilité, en tant qu'acteurs politiques, de nous employer à garantir un espace économique stable, transparent et réceptif aux contraintes des opérateurs économiques.

2.4/ Ma quatrième remarque ira un peu plus loin.

Nous assistons dans les pays du Nord à un retour en grâce du concept de politique industrielle. Alors osons le mot : il nous faut des politiques industrielles.

Les financements privés – que j'appelle de mes vœux – doivent entrer dans le cadre global de nos politiques de développement. L'accompagnement des fonds publics par les financements privés doit devenir plus fréquent.

Ce n'est pas seulement un impératif budgétaire. C'est aussi un atout en matière de résilience. C'est ce que montrent, par exemple, les réseaux internet qui ont été très largement développés par des opérateurs privés ce qui explique

aujourd'hui l'extrême résilience de ces infrastructures.

C'est dans ce partenariat fécond, autour de nouvelles politiques industrielles, que l'implication du secteur privé dans les infrastructures se construira en bonne intelligence avec les responsables publics concernés.

2.5/ Une cinquième remarque pour finir.

Le partenariat entre le secteur privé et les pouvoirs publics ne sera fécond que s'il est rentable. Cette rentabilité dépend notamment de la capacité de faire évoluer la taille des projets en fonction de l'évolution des contraintes notamment financières. C'est le « Be scalable » qui constitue le deuxième thème de ce forum.

Elle dépend aussi de la standardisation des projets. C'est le troisième thème du forum : « Be Replicable » Cette standardisation permettra d'importantes économies d'échelle sur la construction comme sur le fonctionnement.

Elle peut même s'appliquer aux études préparatoires qui sont un élément-clé pour la réalisation de projets efficaces.

3/ Pour conclure, je vou-

drais tendre la main à nos partenaires du développement.

La nécessaire coopération entre financeurs privés et financeurs publics, comme l'engagement public à l'amélioration du climat des affaires, comme encore la définition de grands axes de stratégie industrielle ne peut se faire sans l'appui de nos partenaires institutionnels.

Je compte donc sur les partenaires du développement pour nous aider sur deux grands chantiers.

3.1/ D'abord, c'est un plaidoyer. Il faut qu'ils nous aident à préserver notre capacité d'investissement.

A un moment où – beaucoup d'entre nous ont des dépenses sécuritaires très élevées, il faut que soit reconnue notre contribution à la sécurité collective. Et il faut que ceci se traduise par un appui à notre situation financière.

3.2/ Ensuite, il est important qu'en temps de crise les partenaires au développement s'impliquent davantage dans le de-risking des investissements privés, notamment à travers des garanties.

C'est là une condition pour que le partenariat public-privé soit porteur de belles opportunités.

Voilà, Mesdames et Messieurs quelques réflexions qui je l'espère alimenteront vos travaux dans le cadre de l'Assemblée Générale Annuelle d'Africa50.

Je vous remercie de votre attention.

Joue et tente de gagner **ta voiture!**

***8555#**

ou envoie Togocom
par sms au 8555



Inscription à 100F
Cumule des points pour être
éligible à la voiture Toyota Starlet
Coût du sms : 100F
Période du jeu : 23 mai au 21 juillet 2023

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg   



Réception n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Agbalépédogan, non loin
de la Pharmacie Vigueur
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Moudjib FALANA
Gautier A.
Kahf DJOBO (Stagiaire)

Secrétariat :
AGBERE Takira
Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires